

Résumé

- *Principales conclusions*
- *Principales recommandations*

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Principales conclusions

Après son adhésion à l'UE en 2004, l'Estonie a connu une forte augmentation de la demande intérieure, financée par le crédit, qui a été suivie de l'éclatement de la bulle immobilière et de la crise financière internationale. L'économie s'est rapidement ensuite redressée. Le cadre réglementaire est, dans l'ensemble, favorable à la croissance et les pouvoirs publics mettent en œuvre de nouvelles réformes structurelles d'importance. La situation budgétaire est solide et les mesures macroprudentielles ont été renforcées. Cependant, la croissance s'est ralentie ces dernières années, en partie du fait de la faiblesse de la demande extérieure. Le PIB réel par habitant reste inférieur au niveau record atteint en 2007. Le retard de productivité par rapport aux pays à revenu élevé ne se résorbe à ce jour que lentement. Le déséquilibre entre les qualifications demandées et offertes contribue au chômage structurel, tandis que l'émigration réduit la main-d'œuvre disponible. Si les politiques publiques ne changent pas, la hausse des revenus aura tendance à accroître les émissions de gaz à effet de serre qui, rapportées au PIB, comptent parmi les plus importantes de l'OCDE. Pour l'Estonie, les principaux défis sont donc d'accélérer la progression de la productivité, notamment en tirant le meilleur parti du capital humain, et de contenir les émissions de gaz à effet de serre.

Prendre des mesures pour accélérer durablement les gains de productivité. L'Estonie bénéficie d'un secteur des services de TIC innovant et d'une forte création d'entreprises. Pourtant, les exportations sont concentrées dans des produits à faible ou moyenne intensité technologique et il y a eu peu d'entrées d'IDE dans les activités à valeur ajoutée élevée. Certes, les dépenses de recherche-développement ont augmenté et des réformes ont donné plus d'efficacité à la politique d'innovation, mais trop peu d'entreprises collaborent avec les instituts de recherche. Bien que les infrastructures de transport aient été renouvelées, des goulets d'étranglement continuent à freiner le développement du secteur privé. Les procédures de faillite sont longues, ce qui augmente les coûts de sortie pour les entrepreneurs et entraîne des incertitudes pour les créanciers.

Réduire les émissions de CO₂ et la consommation d'énergie. La faible efficacité énergétique concourt à l'importance des émissions de CO₂. Des objectifs ambitieux de réduction des émissions au-delà de 2020 sont attendus, dans le cadre de ceux fixés par l'Union européenne, et l'économie est vulnérable à une hausse du prix du carbone dans le système communautaire de quotas d'émission. Les taux implicites d'imposition par tonne de CO₂ sont en moyenne bas et varient en fonction des sources d'énergie et de leur emploi.

Utiliser au mieux le capital humain. Malgré les mesures d'allègement de l'impôt sur le revenu et des cotisations de sécurité sociale, la forte imposition du travail limite l'utilisation de la main-d'œuvre. On peut notamment citer les taux de cotisation élevés au système de retraite privé obligatoire et les généreux régimes professionnels spéciaux de retraite anticipée qui doivent être financés par une lourde fiscalité. Bien que des réformes importantes aient élevé la qualité de l'enseignement professionnel, celui dispensé en entreprise au niveau du deuxième cycle de l'enseignement secondaire est insuffisamment développé.

Utiliser la politique budgétaire pour accélérer durablement la progression de la productivité. La dette publique est très faible et le solde structurel du budget de l'État a été proche de l'équilibre dans la période récente. Les pouvoirs publics prévoient des soldes structurels équilibrés ou excédentaires qui permettront d'accumuler des actifs financiers. Dans une petite économie volatile comme celle de l'Estonie, il est prudent de conserver une situation budgétaire solide. Cependant, cette économie en phase de rattrapage a aussi des besoins importants de dépenses publiques pour faire progresser durablement la productivité et assurer l'équité. Des lacunes sont encore présentes dans les politiques actives du marché du travail, ainsi qu'en matière d'infrastructures, de formation continue et de formation professionnelle.

Principales recommandations

Prendre des mesures pour accélérer durablement les gains de productivité

- Promouvoir la recherche appliquée et améliorer la collaboration avec les organismes nationaux et étrangers concernés, afin de développer le transfert de connaissances vers les entreprises.
- Étendre l'accès aux réseaux européens de transport et d'approvisionnement énergétique. Améliorer les connexions entre les différents modes de transport.
- Abréger les procédures de faillite des entreprises et les rendre plus efficaces, par exemple en faisant davantage appel à des experts.

Réduire les émissions de CO₂ et la consommation d'énergie

- Adopter progressivement des taux d'imposition des sources d'énergie fixés en fonction des émissions de CO₂ qu'elles génèrent et augmenter ces taux par étapes.
- Inciter plus les opérateurs des réseaux de chauffage à améliorer leur efficacité. Développer les mesures d'incitation concernant les investissements en faveur de l'efficacité énergétique des bâtiments.

Utiliser au mieux le capital humain

- Continuer à alléger l'imposition des revenus du travail, en particulier pour les plus bas revenus, et augmenter le produit de l'impôt foncier en supprimant des exonérations et en évaluant les biens fonciers aux prix du marché.
- Dans le système de retraite privé obligatoire, réduire les frais supportés par les travailleurs, notamment les dépenses de marketing. Dans le système public de retraite, supprimer progressivement les régimes spéciaux.
- Instituer un salaire minimum inférieur et non imposable pour les apprentis, augmenter l'aide financière aux personnes en formation professionnelle et renforcer la collaboration au niveau local entre les entreprises et les établissements d'enseignement.

Utiliser la politique budgétaire pour améliorer les perspectives de croissance à long terme

- Dégager une marge budgétaire permettant d'augmenter les dépenses en faveur des politiques actives du marché du travail, des infrastructures et de l'éducation ainsi que pour réduire la fiscalité du travail. À cet effet, améliorer l'efficacité et la hiérarchisation des dépenses et supprimer progressivement les exonérations fiscales, en particulier la déductibilité des paiements d'intérêts relatifs à des prêts hypothécaires. À plus long terme, envisager des règles budgétaires autorisant un léger déficit.



Extrait de :
OECD Economic Surveys: Estonia 2015

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_surveys-est-2015-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2015), « Résumé », dans *OECD Economic Surveys: Estonia 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_surveys-est-2015-2-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.